
Fiches thématiques

Économie générale

Avertissement

Sauf mention contraire, les données « France » concernent la France métropolitaine et les Départements d'outre-mer hors Mayotte.

Les sites internet www.insee.fr et <http://epp.eurostat.ec.europa.eu> pour les données internationales mettent en ligne des actualisations pour les chiffres essentiels.

Les comparaisons internationales s'appuient sur les données harmonisées publiées par Eurostat, qui peuvent différer des données nationales publiées par les instituts nationaux de statistique.

Signes conventionnels utilisés

| | |
|-------------|--|
| ... | Résultat non disponible |
| /// | Absence de résultat due à la nature des choses |
| <i>e</i> | Estimation |
| <i>p</i> | Résultat provisoire |
| <i>r</i> | Résultat révisé par rapport à l'édition précédente |
| n.s. | Résultat non significatif |
| € | Euro |
| M | Million |
| Md | Milliard |
| <i>Réf.</i> | Référence |

Le logo @ indique que les données du tableau ou graphique sont mises à jour sur le site www.insee.fr

1.1 Environnement macroéconomique

En 2011 comme en 2010, le produit intérieur brut (PIB) **en volume aux prix de l'année précédente** progresse de 1,7 %. L'activité retrouve ainsi un niveau comparable à celui d'avant la crise de 2008-2009.

De son côté, la production industrielle croît moins vivement qu'en 2010 (+ 2,0 % après + 4,8 %). La branche énergie-eau-déchets se contracte (- 3,9 %) en raison du climat particulièrement doux de 2011. À l'inverse, après trois années de recul, la production dans la construction sort de l'ornière (+ 1,5 % après - 5,2 %).

L'investissement et les variations de stocks sont les principaux moteurs de la croissance. En effet, l'investissement accélère de nouveau en 2011 et contribue pour 0,7 point à la croissance du PIB. Son niveau reste toutefois inférieur à celui de 2007. Ce dynamisme est porté principalement par les entreprises non financières (+ 5,1 %). De même, l'investissement des ménages progresse à nouveau (+ 3,1 %) ; c'est la première fois depuis 2007. *A contrario*, les dépenses d'investissement des administrations publiques reculent de nouveau (- 1,9 %), bien que moins fortement qu'en 2010 (- 8,1 %). En parallèle, la reconstitution des stocks contribue notablement à l'activité de 2011, à hauteur de 0,8 point de croissance du PIB. Ce mouvement est le contrecoup du déstockage massif observé en 2009 (contribution de - 1,2 point pour une contraction du PIB de 3,1 %), qui n'avait pas été suivi d'un rebond significatif en 2010 (contribution de + 0,1 point).

Alors qu'elles étaient le principal facteur de hausse de la demande en 2010, les dépenses de consommation des ménages sont atones en 2011 (+ 0,3 % après + 1,4 % en 2010). En particulier, du fait de températures très clémentes en début et fin d'année, les dépenses pour le chauffage sont en net recul et contribuent pour moitié à ce ralentissement. Les autres dépenses en biens et services sont légèrement moins dynamiques qu'en 2010, mais restent soutenues par les achats de biens d'équipement et de services de transports.

Enfin, après un fort rebond en 2010, les échanges extérieurs ralentissent mais restent dynamiques en 2011 : + 5,3 % pour les exportations (+ 9,6 % en 2010) et + 4,9 % pour les importations (+ 8,9 % en 2010). Ainsi, les échanges extérieurs dépassent ceux de 2007 en niveau. Importations et exportations évoluant parallèlement, la contribution comptable du commerce extérieur à la croissance est nulle. En revanche, le déficit commercial se creuse en valeur du fait du renchérissement de l'énergie.

En 2011, le déficit public s'élève à 5,2 % du PIB. Les recettes publiques augmentent presque deux fois plus vite qu'en 2010, sous l'effet à la fois de la reprise économique et de nouvelles mesures fiscales et sociales. Quant aux dépenses publiques, leur augmentation est un peu plus faible qu'en 2010. Ainsi, fin 2011, la dette publique s'élève à 1 717,3 milliards d'euros : le poids de la dette publique dans le PIB progresse de 3,7 points pour s'établir à 86,0 % (contre 82,3 % en 2010). ■

Définitions

Évolutions en volume aux prix de l'année précédente : dans les comptes nationaux, les grandeurs exprimées en volume (c'est-à-dire corrigées de l'évolution générale des prix) sont publiées aux prix de l'année précédente chaînés. Ainsi, le poids de chaque composante élémentaire est réestimé chaque année. Le chaînage permet de prendre en compte la déformation de structure de l'économie (prix relatifs, poids des différents produits dans la consommation, etc.) ce qui est souhaitable en particulier dans le cas de séries longues ou de composantes connaissant une évolution rapide (matériel électronique par exemple).

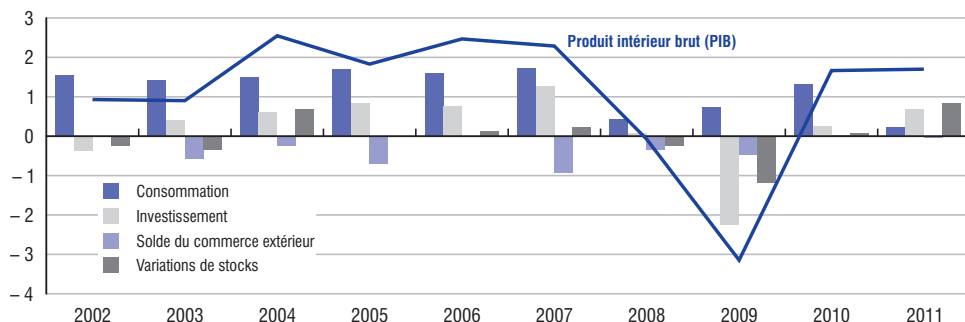
Pour en savoir plus

- « Les comptes de la Nation en 2011 - La croissance du PIB se maintient à 1,7 % », *Insee Première* n° 1401, mai 2012.
- « Les comptes des administrations publiques en 2011 », *Insee Première* n° 1400, mai 2012.
- *Insee Références* L'économie française - Comptes et dossiers, édition 2012.
- Voir aussi : *fiches 4.1 et 4.5.*

Environnement macroéconomique 1.1

1. Contributions à l'évolution du PIB en volume

variation annuelle en %, contributions en points



Champ : France.

Lecture : en 2011, la consommation contribue pour + 0,2 point à la croissance de 1,7 % du PIB.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2005.

2. PIB et opérations sur biens et services

| | Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %) | | | Prix, évolution depuis 2010 (en %) | 2011 | |
|---|---|------------|------------|------------------------------------|-------------------------------|--|
| | 2009 | 2010 | 2011 | | Valeur (en milliards d'euros) | Contribution à la croissance du PIB en volume (en points de %) |
| Produit intérieur brut (PIB) | -3,1 | 1,7 | 1,7 | 1,3 | 1 996,6 | 1,7 |
| Importations | -9,6 | 8,9 | 4,9 | 5,4 | 594,3 | -1,4 |
| Total des emplois finals | -4,6 | 3,1 | 2,4 | 2,2 | 2 590,9 | 3,1 |
| Consommation effective des ménages | 0,7 | 1,5 | 0,6 | 1,8 | 1 471,9 | 0,4 |
| <i>dont dépenses de consommation :</i> | | | | | | |
| <i>des ménages¹</i> | 0,1 | 1,4 | 0,3 | 2,1 | 1 110,1 | 0,1 |
| <i>individualisable des administrations publiques¹</i> | 2,2 | 1,7 | 1,5 | 1,1 | 320,7 | 0,2 |
| Consommation collective des administrations publiques | 3,1 | 2,0 | -2,2 | 2,0 | 168,7 | -0,2 |
| Formation brute de capital fixe (investissement) | -10,6 | 1,2 | 3,5 | 2,9 | 401,2 | 0,7 |
| <i>dont : entreprises non financières</i> | -13,7 | 6,3 | 5,1 | 2,3 | 213,4 | 0,5 |
| <i>ménages</i> | -12,2 | -0,4 | 3,1 | 3,8 | 108,9 | 0,2 |
| <i>administrations publiques</i> | 2,4 | -8,1 | -1,9 | 3,6 | 61,4 | -0,1 |
| Variations de stocks (en contribution au PIB) | -1,2 | 0,1 | 0,8 | /// | 10,9 | 0,8 |
| Exportations | -12,1 | 9,6 | 5,3 | 3,2 | 538,2 | 1,3 |

1. La dépense de consommation des ménages correspond aux dépenses que les ménages supportent directement. La dépense de consommation individualisable des administrations publiques est celle dont les bénéficiaires peuvent être précisément définis. Elle correspond à des prestations en nature (biens ou services) dont bénéficient les ménages (dépenses pour l'éducation et pour la santé par exemple).

Champ : France.

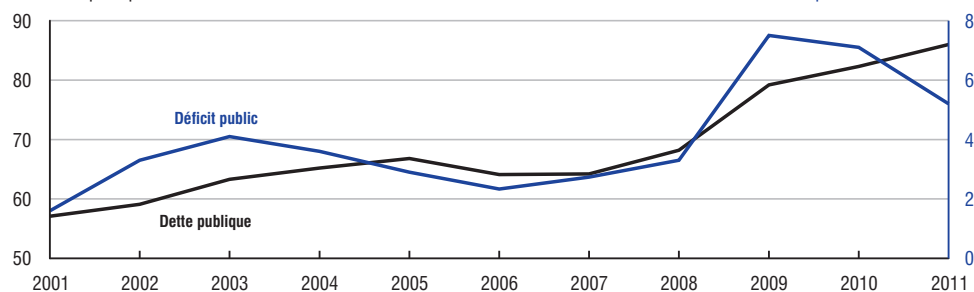
Lecture : en 2011, l'investissement contribue à hauteur de 0,7 point à la croissance de 1,7 % du PIB.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2005.

3. Dette publique et déficit public

dette publique en % du PIB

déficit public en % du PIB



Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2005.

1.2 Opinion des ménages sur la situation économique

L'opinion des ménages concernant leur environnement économique est appréhendée à travers l'enquête de conjoncture auprès des ménages, réalisée mensuellement par l'Insee depuis 1987. Les ménages livrent leur perception sur l'environnement économique en France, leur situation économique personnelle ainsi que leurs anticipations en matière de consommation et d'épargne. Ces informations fournies en termes qualitatifs (amélioration, stabilité, détérioration) sont retracées dans des **soldes d'opinion**. Ceux-ci permettent de mesurer les phénomènes conjoncturels tels qu'ils sont perçus par les ménages. Des enquêtes similaires sont effectuées dans tous les pays de l'Union européenne.

L'**indicateur synthétique de confiance des ménages** rend compte de l'information commune apportée par ces soldes. Il a atteint des valeurs historiquement basses lors du regain d'inflation de 2008 puis au plus fort de la crise (fin 2008-début 2009, le plus bas niveau étant de 78 en juillet 2008), avant de se redresser du printemps 2009 au début 2010 (93 en janvier 2010). La confiance des ménages s'est à nouveau tassée en 2010 et 2011, se

rapprochant de son plus bas niveau (81 en décembre 2011). Elle augmente à nouveau depuis janvier 2012, mais très progressivement. De ce fait, en juin 2012, elle reste relativement morose, comparable à celle de février 2010 : l'indicateur synthétique vaut 90.

Après un mauvais premier trimestre 2011, le ressenti des ménages s'agissant de l'inflation s'est amélioré. Ainsi, les soldes d'opinion sur les **perspectives d'évolution des prix** et l'**évolution passée des prix** ont décru quasi continûment depuis le printemps 2011. Si le solde des anticipations d'inflation a quasiment retrouvé son niveau moyen mi-2012, celui sur la perception de l'inflation passée reste supérieur à sa moyenne de long terme. Les ménages continuent donc de ressentir des tensions inflationnistes.

Les Français sont un peu plus pessimistes face au chômage en 2012. Après avoir reculé début 2011 pour revenir légèrement en deçà de sa moyenne de long terme en mai, le solde sur les **perspectives d'évolution du chômage** a inversement augmenté en quatre mois. Il a alors retrouvé en septembre son niveau de mi-2010. Il demeure en juin 2012 bien supérieur à sa moyenne de long terme. ■

Définitions

Solde d'opinion : pour chaque question posée, un solde d'opinion est calculé par différence entre les pourcentages de réponses positives et négatives. Le niveau de ces soldes n'étant pas directement interprétable, les commentaires s'appuient sur leurs évolutions ou leur niveau comparé à la moyenne de long terme.

Indicateur synthétique de confiance des ménages : l'indicateur phare de cette enquête a été modifié en janvier 2011. Cet indicateur synthétique est une moyenne pondérée des soldes d'opinion de huit questions posées aux ménages sur le niveau de vie en France, passé et futur, leur situation financière, passée et future, leur capacité d'épargne présente et future, l'emploi futur et sur l'opportunité d'effectuer des achats importants. Calculé par analyse factorielle, l'indicateur synthétique permet d'extraire la tendance commune à l'ensemble des soldes d'opinion de l'enquête.

Perspective d'évolution des prix et évolution passée des prix : les questions posées aux ménages sont :

- pour l'évolution passée : « Trouvez-vous que, au cours des douze derniers mois, les prix ont fortement augmenté / modérément augmenté / un peu augmenté / stagné / diminué ? » ;

- pour les perspectives d'évolution : « Par rapport aux douze derniers mois, quelle sera à votre avis l'évolution des prix au cours des douze prochains mois ? La hausse va être plus rapide / se poursuivre au même rythme / être moins rapide / les prix vont rester stationnaires / les prix vont diminuer ».

L'indicateur est la différence, en points de pourcentage, entre la première et les trois dernières réponses. Ainsi, une hausse de l'indicateur traduit une anticipation par les ménages d'une montée de l'inflation.

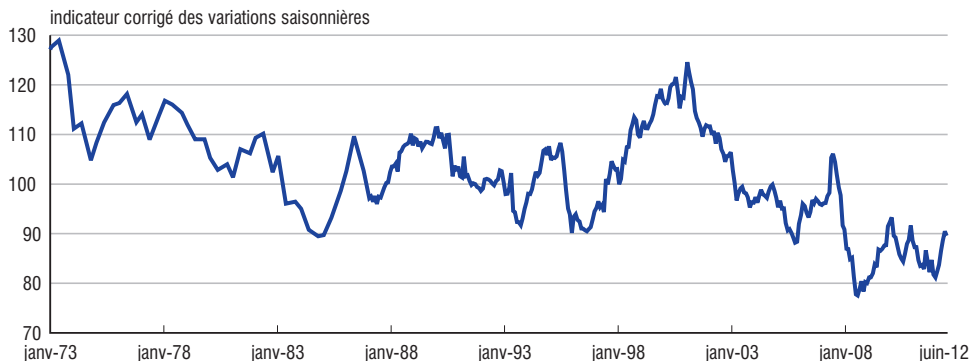
Perspective d'évolution du chômage : la question posée aux ménages est : « Pensez-vous que, dans les douze prochains mois, le nombre de chômeurs va : fortement augmenter / un peu augmenter / rester stationnaire / un peu diminuer / fortement diminuer ? ». L'indicateur est le solde entre les deux premières et les deux dernières réponses. Une hausse de cet indicateur est donc signe que les ménages anticipent une montée du chômage.

Pour en savoir plus

- « Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages - juin 2012 », *Informations rapides* n° 158, série « Principaux indicateurs », Insee, juin 2012 (et note méthodologique associée).
- « L'inflation telle qu'elle est perçue par les ménages », *Insee Analyses* n° 5, juillet 2012.

Opinion des ménages sur la situation économique 1.2

1. Indicateur synthétique de confiance des ménages

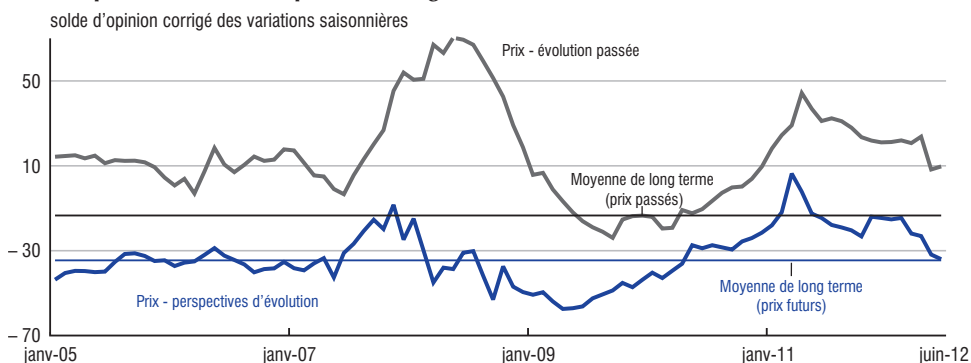


Champ : France métropolitaine.

Lecture : mi-2012, la confiance des ménages se redresse mais reste plus dépréciée qu'avant la crise ; l'indicateur synthétique est proche de 90.

Source : Insee, enquête de conjoncture auprès des ménages.

2. Perception de l'inflation par les ménages

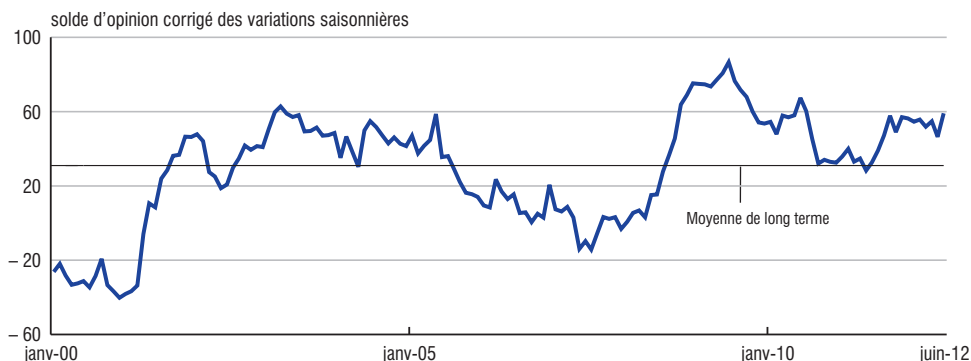


Champ : France métropolitaine.

Lecture : depuis le printemps 2011, les ménages perçoivent une inflation de moins en moins élevée ; en juin 2012, le solde sur les anticipations d'inflation des ménages retrouve quasiment sa moyenne de longue période.

Source : Insee, enquête de conjoncture auprès des ménages.

3. Perspectives d'évolution du chômage



Champ : France métropolitaine.

Lecture : après une forte hausse à l'été 2011, les craintes face au chômage ont un peu reculé mais au printemps 2012, elles repartent à la hausse et le solde d'opinion demeure 28 points au-dessus de sa moyenne de long terme.

Source : Insee, enquête de conjoncture auprès des ménages.